



SPR/URCS/URIA/JN/n° 699-2021

<b>Rapport de contrôle de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées</b>	
<b>Référence :</b> D-2021-MRS-180	<b>Date :</b> 13/07/2021
<b>Nom et adresse de l'établissement contrôlé</b>	<b>Code DREAL</b>
Société SUEZ RV Méditerranée Jas de Rhodes Avenue du Capitaine de Corvette Brutus 13170 LES PENNES MIRABEAU	S3IC : 0064-0578 S3IC : <input checked="" type="checkbox"/> P1 <input type="checkbox"/> P2 <input type="checkbox"/> P3 <input type="checkbox"/> Autre Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC Régime <input type="checkbox"/> SHAUT <input type="checkbox"/> SBAS <input checked="" type="checkbox"/> IED SEVESO
<b>Activité principale :</b> Centre de tri, ISDND	
<b>Date du contrôle :</b> 16/02/2021	
<b>Type de contrôle</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée - Date de l'annonce de la visite : 14/01/2020 <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	
<b>Circonstances du contrôle</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plaintes <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ..... <input type="checkbox"/> Autre :	
<b>Thème(s) du contrôle</b>	<b>Attributs affaire S3IC</b>
<input checked="" type="checkbox"/> Eau, Air, Déchets <input type="checkbox"/> REACH, RSDE, <input type="checkbox"/> Action Nationale <input checked="" type="checkbox"/> Contrôles réglementaires <input type="checkbox"/> SGS, Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués	
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Centre de tri</li> </ul>	
<b>Référentiel du contrôle</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>article 1.7.3 de l'AP du 22/12/2014 (capacité annuelle de l'installation de tri de DMA) ;</li> <li>article 7.3.4 de l'AP du 22/12/2014 (suite de la précédente VI) ;</li> <li>article 7.7.3 de l'AP du 22/10/2019 (uniquement contrôle du rapport de vérification des poteaux incendie) ;</li> <li>article 1.2.4-7 2nd paragraphe de l'AP du 22/10/2019 provenance des déchets (par sondage) ;</li> <li>article 7.4.1 de l'AP du 22/10/2019 (suite de la précédente VI) ;</li> <li>article 1 de l'arrêté ministériel du 29/02/2012 ;</li> <li>article 10 de l'AM du 6/06/2018 ;</li> <li>article 13-III-a de l'AM du 6/06/2018 (par sondage) ;</li> <li>article 13-IV de l'AM du 6/06/2018 (hauteur des déchets) ;</li> <li>article D.543-283 du code de l'environnement (par sondage).</li> </ul>	
<b>Fonctions de(s) personne(s) rencontrée(s)</b>	
<b>Société</b>	<b>Qualité</b>
SUEZ	Responsable centre de tri Responsable sécurité Ingénieur environnement
<b>Copies</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> SPR <input checked="" type="checkbox"/> UD <input checked="" type="checkbox"/> SG préfecture <input type="checkbox"/> Sous préfecture de _____ <input type="checkbox"/> Autre :

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

Le présent rapport rend compte des constats relevés sur les activités en fonctionnement telles qu'elles étaient le jour de l'inspection et des suites données à cette affaire.

Seules les prescriptions du référentiel du contrôle citées en première page ont été contrôlées le jour de la visite. Les prescriptions ont été contrôlées par sondage.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### II.1 Suites de la précédente visite d'inspection (écart relatif au centre de tri)

##### ATEX :

Concernant ce sujet, dans son courriel du 16 octobre 2020, l'exploitant écrivait, que sur les 4 non conformités identifiées, 3 ont été levées. Il indiquait qu'il lui restait à procéder au changement de la vanne écluse.

Par transmission du 16 février 2021, l'exploitant a transmis le bon de livraison de la vanne écluse daté du 29/01/2021. Sur site, il est constaté la présence d'un nouveau dispositif mis en place sous le filtre à poussières.

L'exploitant a transmis le 29 avril 2021, un rapport intitulé « vérification de l'adéquation des matériels installés et utilisés en zones à risque d'explosion » au niveau du système centrale d'aspiration. Ce rapport met en évidence plusieurs non-conformités concernant les matériels contrôlés.

**Non-conformité 1 :** Le rapport daté du 19/02/2021, réalisé par Bureau Veritas met en évidence plusieurs non-conformités s'agissant des équipements contrôlés. Il s'agit d'une non-conformité vis-à-vis des articles 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 22/12/2014 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019. **Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

#### II.2 Constats de la visite du 16 février 2021

La fiche de constats est annexée au présent rapport.

Les prescriptions contrôlées qui n'ont pas fait l'objet d'une fiche de constats n'ont pas révélé de non-conformité au vu des équipements contrôlés le jour de la visite.

##### Capacité annuelle du centre de tri :

En 2020, le centre de tri a eu un volume d'activité de 38 062 tonnes (volume constaté sur le registre des entrées) en conformité avec la capacité annuelle autorisée (94 000 t/an).

##### Incohérences concernant l'origine renseignée dans le registre déchets (constat n°1) :

Lors de la visite, il a été constaté des incohérences dans les données renseignées au niveau des installations expéditrices de déchets ainsi que les adresses indiquées ce qui ne permet pas de tracer l'origine géographique de certains déchets reçus sur le site.

Dans ces réponses l'exploitant écrit : *« la colonne utilisée pour présenter l'origine du déchet est celle du code postal du client. Dans la majorité des cas le siège du client correspond à l'établissement bénéficiant du service de collecte du déchet. Il arrive cependant pour certaines entreprises que ce soit un autre établissement que le siège qui en bénéficie, d'où la notion d'adresse de service intégrée dans notre logiciel. »*

Joint à sa réponse, l'exploitant a transmis son registre mis à jour avec l'adresse de service qui permet de connaître la véritable origine du déchet.

**La non-conformité est considérée comme levée.**

#### Rapport de vérification des installations électriques (constat 2) :

S'agissant des observations relevées dans le rapport de vérification électrique du 21/04/2020, l'exploitant écrit dans ses réponses à la fiche constats que celles-ci seront traitées lors des travaux de modification du process (pour partie fin mars et en mai) et qu'elles seront vérifiées lors de la prochaine Vérification Générale Périodique (VGP) qui sera réalisée d'ici juillet (après les travaux de modification de process prévus).

Concernant la transmission au contrôleur du rapport de la précédente vérification initiale, l'exploitant indique dans ses réponses que celui-ci sera transmis au contrôleur lors de la prochaine VGP électrique 2021.

Par ailleurs, l'exploitant écrit que concernant les éléments qui n'ont pu être vérifiés faute d'autorisation, il s'agit de tests de coupures électriques qui pouvaient gêner le fonctionnement de l'installation.

Pour répondre à ces éléments, SUEZ prévoit de réaliser la prochaine VGP en dehors des périodes de fonctionnement du process.

**Compte tenu des réponses et engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite à ce stade. Un suivi sera réalisé lors d'une prochaine visite d'inspection.**

#### Justification de mise à la terre des équipements métalliques (constat 3) :

L'exploitant indique dans ses réponses à la fiche constats : « *suite à des malveillances au fil du temps, l'ensemble des équipements métalliques ne sont plus mis à la terre (ex : sections de fils de cuivre enlevées). Nous nous engageons à réaliser les travaux de remise en conformité du site et à produire les éléments justificatifs sous 6 mois.* »

**Compte tenu des réponses et engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite à ce stade. Un suivi sera réalisé lors d'une prochaine visite d'inspection.**

#### Moyens de lutte contre l'incendie (constats 4) :

- Réserve de sable

Dans ses réponses, l'exploitant s'engage à mettre en place une réserve de sable sec à proximité de la zone de stockage des balles aluminium, là où elle est le plus utile en cas de départ de feu. Cette réserve serait manipulée à l'aide d'un engin mécanique.

**Compte tenu des engagements de l'exploitant, ce point ne fait pas l'objet de proposition de site. Il fera l'objet d'un suivi lors d'une prochaine visite d'inspection.**

- Plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours

L'exploitant a transmis dans ses réponses le plan des risques du centre de tri.

- Vérification périodique du réseau d'incendie armé (RIA)

L'exploitant a transmis des éléments justificatifs de la société Eurofeu qui indique le changement et la mise en eau des RIA concernés le 15/01/2021.

- Vérification périodique des extincteurs

L'exploitant indique avoir traité les anomalies présentées dans le rapport.

Par ailleurs, une attestation a été fournie et indique la présence de 64 extincteurs au niveau du centre de tri ce qui est supérieur au nombre minimum (38) prévu par l'article 7.6.5.2 de l'AP de 2014.

**Le traitement des anomalies sera contrôlé dans la prochaine VGP.**

- Justification des surfaces minimales en cas d'incendie pour l'évacuation des fumées au niveau des toitures des bâtiments

L'exploitant a transmis un calcul dans ses réponses qui conclut à une surface supérieure à celle requise (170 m<sup>2</sup> pour 72 m<sup>2</sup> requis).

- Système de sécurité incendie

Dans ses réponses, l'exploitant indique avoir réalisés les interventions de remise en état suite au rapport du 4/01/2021.

S'agissant du point récurrent relevé par l'inspection (point Z6/A7 hors service détecteur de flamme), l'exploitant explique dans ses réponses qu'il a été remplacé. Il a transmis un justificatif de remplacement le 19 mars 2021.

- Vérification des éléments de lutte contre l'incendie

L'exploitant indique dans ses réponses formulées par courriel du 29 avril 2021 :

« Pour les fréquences des contrôles identifiés aux articles 7.6.5.1 et 7.6.5.2 de l'Ap de 2014 :

- Presse : Système d'extraction de gaz et de détecteur de flamme => La fréquence de contrôle est semestrielle par société externe
- Système de désenfumage => fréquence de contrôle annuelle par société externe
- Bon fonctionnement des RIA :
  - Contrôle interne en période estivale : hebdomadaire ;
  - Contrôle interne hors période estivale : mensuelle ;
  - Contrôle externe : annuelle.
- Extincteurs : annuelle contrôle externe
- Système d'extinction automatique aux presses : semestrielle »

Concernant la clarté des justificatifs de contrôle, l'exploitant propose la mise en place d'ici le dernier trimestre 2021 d'un tableau récapitulatif des vérifications périodiques du centre de tri avec les références réglementaires associées. L'inspection valide cette proposition qui permettra d'améliorer le suivi par l'exploitant de la bonne réalisation des vérifications périodiques ainsi que le respect des délais associés. Cela apportera également une meilleure lisibilité.

- Poteaux incendie

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport périodique de contrôle des poteaux incendies daté du 20 août 2020. Celui-ci indique les éléments notables suivants :

« seul le poteau incendie LPM 808P ne répond pas à la norme « débit/pression » sous 1 bar. Toutefois, il délivre tout de même 60 m<sup>3</sup>/h en ouverture complète.

Le poteau incendie LPM 807P devrait être repeint. »

**Non conformité n°2 :** Le rapport de contrôle indique que le poteau incendie ne répond pas à la norme débit pression sous 1 bar. Ceci constitue une non-conformité vis-à-vis de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019. **Ce constat fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

Zone de stockage du verre (constat 5) :

L'exploitant écrit en réponse qu'il transmettra un porter à connaissance d'ici mai afin de demander la régularisation du sujet.

**Ce point fera l'objet d'un suivi lors d'une prochaine visite d'inspection.**

Fiche d'information préalable (constat 6) :

L'exploitant confirme qu'il s'agit d'une erreur. Il transmet par ailleurs un courriel émanant du producteur de déchets qui confirme l'erreur et la provenance des déchets.

**Compte tenu des réponses et justificatifs de l'exploitant, ce point ne fait pas l'objet de proposition de suite.**

Panneautage au niveau du stockage des balles sous auvent (constat 6) :

L'exploitant s'engage dans ses réponses à mettre à jour les panneaux sous 3 mois.

**Compte tenu des réponses et justificatifs de l'exploitant, ce point ne fait pas l'objet de proposition de suite. Il fera l'objet d'un suivi lors d'une prochaine visite d'inspection.**

### **III. Conclusion et propositions de l'inspection**

Compte tenu des constats effectués et des réponses de l'exploitant, l'inspection de l'environnement propose les suites suivantes :

➤ Non conformités

Considérant les non-conformités 1 et 2 relevées et les enjeux associés, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches du Rhône, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter :

Sous un délai de 3 mois :

- l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 22 octobre 2019 en mettant en conformité le poteau incendie LPM808P afin qu'il possède un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar de pression pendant au moins deux heures ;
- de respecter les dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2014 en :
  - respectant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susvisé ;
  - mettant en conformité le matériel électrique en service au niveau du centre de tri vis-à-vis des dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 ;
  - mettant à la terre et en reliant par des liaisons équipotentielles les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques.
- de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019 en :
  - utilisant, dans des emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, des appareils et systèmes de protection sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondantes ;
  - mettant à la terre et reliant par des liaisons équipotentielles les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques.

Transmission à prévoir pour constater le retour à la conformité :

Afin de permettre à l'inspection de constater le retour à la conformité, l'exploitant devra transmettre :

- un rapport réalisé par un organisme tiers compétent démontrant explicitement la conformité des matériels, appareils et systèmes de protections utilisés et en place dans les zones ATEX, zones définies sous sa responsabilité.
- un rapport de contrôle du poteau incendie LPM808P permettant de constater la conformité de celui-ci (débit de 60m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression pendant au moins 2 heures).

Équipe d'inspection : UD13 Marseille / NM

<b>Le rédacteur</b> , le 28 mai 2021 L'inspecteur de l'environnement	<b>Vérificateur</b> Le responsable du pôle déchets	<b>Approbateur</b> Pour la directrice et par délégation, le chef du SPR
-------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------

Pièces jointes : fiche de constats

# FICHE DE CONSTATS

Exploitant : SUEZ

Lieu de constat : Site du Jas de Rhodes - Centre de tri

DATE DE L'INSPECTION : 16/02/2021

N°	Prescription contrôlée :	Constats :	NON CONFORME	SUSCEPTIBLE DE MED
1	Article 1 de l'arrêté ministériel du 29/02/2012 article 1.2.4-7 de l'AP du 22/10/2019	Il existe des incohérences dans les données renseignées au niveau du nom et des adresses des installations expéditrices de déchets ce qui ne permet pas de tracer correctement l'origine géographique de certains déchets reçus sur le site.	X	X
	Suites		Écart levé Proposition de mise en demeure Proposition d'arrêté complémentaire Commentaires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
2	Article 10 de l'AM du 6/06/2018	Le rapport de vérification des installations électriques du 21/04/2020 fait état : <ul style="list-style-type: none"> <li>de 6 nouvelles observations ;</li> <li>de la non transmission du rapport de la précédente vérification initiale ;</li> <li>plusieurs éléments n'ont pas pu être vérifiés faute d'autorisation.</li> </ul>	X	X
	Suites		Écart levé Proposition de mise en demeure Proposition d'arrêté complémentaire Commentaires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
3	Article 10 de l'AM du 6/06/2018	L'exploitant n'a pas transmis les documents permettant de justifier que les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.	X	X
	Suites		Écart levé Proposition de mise en demeure Proposition d'arrêté complémentaire Commentaires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
4	Article 9 de l'AM du 6/06/2018 Article 7.6.5.1 de l'AP du 22/12/2014 Article 7.6.5.2 de l'AP du 22/12/2014	<u>Moyens de lutte contre l'incendie</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'exploitant ne possède pas de réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les même caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</li> <li>transmettre à l'inspection les plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de</li> </ul>	X	X

		<p>secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la vérification périodique du 4/12/2020 concernant les RIA fait apparaître le remplacement nécessaire du RIA 12 ainsi que celui face à la bascule ;</li> <li>La vérification périodique des extincteurs présente plusieurs anomalies à traiter, par ailleurs celui-ci ne permet pas de contrôler que le centre de tri possède bien à minima les 38 extincteurs prévus par l'article 7.6.5.2 de l'AP de 2014 ;</li> <li>transmettre à l'inspection les éléments permettant de justifier que les toitures et bâtiments comportent au minimum 2 % de leur surface permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées ;</li> <li>Les rapports d'intervention et de maintenance préventive du système de sécurité incendie mettent en évidence des défauts de fonctionnement non traités. Certains semblent perdurer (point Z6/A7 hors service détecteur de flamme). Le rapport du 4/01/2021 indique que celui-ci est laissé HS à la demande du responsable maintenance ;</li> <li>L'exploitant devra indiquer clairement ce qui est contrôlé lors de ces visites périodiques et devra se positionner sur la nécessité de faire évoluer ces contrôles afin que tous les éléments de lutte contre l'incendie décrits aux articles 7.6.5.1 et 7.6.5.2 de l'AP de 2014 soient vérifiés et traités périodiquement ;</li> <li>Les documents transmis ne sont pas suffisamment clairs pour permettre de vérifier que l'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie du site sont vérifiés périodiquement et que les anomalies sont traitées.</li> <li>le rapport de contrôle périodique des poteaux incendie n'est pas transmis.</li> </ul>		
	Suites		<p>Écart levé</p> <p>Proposition de mise en demeure</p> <p>Proposition d'arrêté complémentaire</p> <p>Commentaires :</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
N°	Prescription contrôlée :	Constats :	NON CONFORME	SUSCEPTIBLE DE MED
5	Chapitre 1.4 de l'AP du 22/12/2014	La zone où est stockée le verre sur site ne correspond pas à celle prévue dans le cadre du dossier ayant amené à l'arrêté préfectoral de 2014.	X	X
	Suites		<p>Écart levé</p> <p>Proposition de mise en demeure</p> <p>Proposition d'arrêté complémentaire</p> <p>Commentaires :</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>



6		La fiche d'information préalable contrôlée (nicollin) présente une origine des déchets dans le 34 alors que le producteur/détenteur possède une adresse à St fons (69).		
	Suites		Écart levé Proposition de mise en demeure Proposition d'arrêté complémentaire Commentaires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
7		Le panneautage au niveau de la zone de stockage des balles de déchets pourrait utilement être mis à jour.		
	Suites		Écart levé Proposition de mise en demeure Proposition d'arrêté complémentaire Commentaires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
	Suites		Écart levé Proposition de mise en demeure Proposition d'arrêté complémentaire Commentaires :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

N°	Observations :	Constats :	PRESCRIPTION INADAPTÉE	SUITES DONNÉES